



**DÉCLARATION LIMINAIRE DES NÉGOCIATEURS CGT**  
**Séance de négociation BASS du 20 juin 2024**

Le résultat des élections européennes le 9 juin dernier doit alerter l'ensemble des acteur.trice.s, bénéficiaires et salarié.e.s du secteur sanitaire, social et médico-social à but non lucratif. Avec une extrême-droite à 40 % des suffrages exprimés, ce sont nos services et nos métiers qui sont menacés, c'est l'avenir de nos activités en faveur des publics vulnérables que nous accompagnons qui se trouve compromis.

Avec la dissolution de l'Assemblée nationale annoncée par le Président de la République, il existe un risque réel de voir le RN entrer au gouvernement après le 7 juillet. Il est plus que jamais vital pour les salarié.e.s et leurs organisations représentatives de s'informer, de débattre et de se mobiliser dans les urnes pour écarter la menace qui pèse plus que jamais sur nos libertés, sur notre engagement pour une société humaine et solidaire.

Comment accompagner demain nos bénéficiaires avec les partisans de la préférence nationale au pouvoir ? Comment protéger les mineurs isolé.e.s étranger.e.s lorsque le programme du RN envisage de rompre les engagements de la France en dénonçant la Convention Internationale des Droits de l'Enfant et la Convention de Genève pour mieux reconduire à la frontière celles et ceux qui sont venu.e.s chercher protection ici ? Comment continuer de promouvoir accueil inconditionnel et bienveillance dans nos établissements si les politiques publiques à venir sortent des valeurs de la République ?

Notre secteur du sanitaire, social et médico-social à but non lucratif est en souffrance depuis de longues années ; le manque de reconnaissance de nos métiers, les conditions de travail dégradées et les salaires non revalorisés détournent nombre de professionnel.le.s du secteur. Nous connaissons la précarité avec des salarié.e.s eux-mêmes bénéficiaires d'un accompagnement social, notamment en matière d'accès au logement.

C'est bien sur le terreau de la misère sociale que l'extrême droite se développe. La crise économique, les politiques d'austérité et la destruction du corps social poussent les citoyennes et citoyens désespéré.e.s à se détourner des élections ou, pire, à se laisser persuader que le RN pourrait apporter des solutions... La désespérance, le déclassement, la peur du lendemain favorisent le vote pour l'extrême droite, même parmi les femmes **alors qu'elles sont les premières cibles de leur programme régressif.**

Sous l'apparence de nouveaux droits, les propositions de « revenus pour mères au foyer », « droit des femmes à rester chez elles » ou la « libre répartition du congé parental » **assignent les femmes à leur « fonction de procréation » et au travail domestique. Il faut le dire : l'accession de l'extrême droite au pouvoir représente une menace directe pour les droits des femmes et l'égalité en général.**

Il est crucial de répondre à l'urgence sociale et environnementale et d'entendre les aspirations des travailleuses et des travailleurs. Se mobiliser contre l'extrême droite est essentiel pour éviter la régression des droits sociaux et protéger notre société de politiques discriminatoires et excluantes.

Parmi les mesures proposées par le Rassemblement National figure l'exonération de la part patronale des cotisations sociales pour augmenter les salaires de 10 %, jusqu'à trois SMIC.



Cette mesure est un cadeau pour le patronat et une attaque directe contre la Sécurité sociale. En effet, en réduisant les cotisations sociales, le RN met en péril le financement de notre système de solidarité et risque de voir certaines prestations de santé ne plus être remboursées. Ces mesures, si elles sont mises en œuvre, vont également avoir un fort impact sur les négociations à venir dans le cadre de la CCUE de haut niveau que nous souhaitons pour notre secteur d'activité.

La CGT appelle ses militant.e.s et les salarié.e.s à organiser des réunions dans les syndicats, avec leurs collègues de travail, pour échanger, discuter de cette situation, et voir comment y répondre ensemble. Nous demandons à AXESS d'envoyer un message clair à ses adhérent.e.s pour faciliter ces rencontres sur le temps de travail.

La CGT invite AXESS à demander à ses adhérent.e.s de prendre les dispositions nécessaires pour faciliter la participation au scrutin pour les élections législatives pour les salarié.e.s en poste les 30 juin et 7 juillet.

En cette heure trouble et pleine d'incertitudes, le temps n'est pas à la négociation, mais à l'information des salarié.e.s de notre secteur sur la gravité de la situation afin de faire barrage à l'extrême droite dans les urnes et les mobiliser autour d'un projet alternatif. ■